

Impacts de la lutte contre le marché informel des produits pétroliers au Bénin

Roland M-P Medjigbodo¹, Université d'Abomey Calavi, Bénin

Résumé

Au Bénin, il existe depuis trois décennies un marché informel des produits pétroliers qui occupe un grand nombre de personnes. Le gouvernement a décidé de le supprimer en traquant les contrebandiers. L'étude mesure à l'aide d'un modèle de prévision et de simulation, les impacts de cette lutte sur les variables économiques, sur l'emploi et la pauvreté. Même avec l'hypothèse d'une réinjection sous forme de dépenses publiques du surplus de taxes collectées sur le marché formel, l'impact sur les principales variables est négatif. Il est à craindre en sus une recrudescence de l'insécurité et des répercussions négatives sur la fréquentation scolaire.

Mots clés : emploi, secteur informel, pétrole, intervention étatique, objectifs du développement.

JEL : E24, O17, L51, K42, J01.

Impacts of struggle against the informal market of the oil products in Benin

Abstract

In Benin, an informal market of the oil products, which occupies a big number of persons exists since three decades. The government decided to abolish it by stalking the smugglers. This paper measures with the help of a model of forecasting and simulation, the impacts of this struggle on the economic variables, labour and poverty. Even with the hypothesis of a reinfusion as public expenses the surplus of taxes collected on the formal market, the impact on the main variables is negative. It is also to fear a upsurge, of insecurity, of the repercussions on the schooling.

Keywords: labor, informal sector, oil, state intervention, development goals.

JEL: E24, O17, L51, K42, J01.

¹ 01 Bp 693 Porto-Novo Bénin. E-mail: rolandmedji@yahoo.fr.

1. Introduction

Le Bénin présente la particularité de développer depuis plus de trente ans un marché parallèle de vente de produits pétroliers dont l'essence. Plusieurs expressions ont été consacrées pour désigner ce dernier : "essence de contrebande", "essence frelatée", "essence de la rue", "produit de l'informel" ...mais incontestablement le vocable le plus usité est celui de *kpayo*. Des déclarations des autorités, il ressort que plus de 90% de la consommation totale d'essence de la capitale économique provient de ce marché. Il contribue directement et indirectement à la constitution de revenus pour plus d'un million de béninois. L'argument financier est celui qui semble le mieux expliquer l'expansion du marché qui au cours des trente dernières années a gagné toutes les contrées du pays ruinant de ce fait les acteurs du secteur formel de distribution des produits pétroliers. Le prix à la pompe a été en effet plus que le double de celui du marché du *kpayo*.

L'interrogation du lecteur non averti est celle qui se rapporte au fonctionnement de ce marché. La source d'approvisionnement est le Nigéria, précisément les stations services de ce pays frontaliers où malgré les multiples injonctions du FMI le gouvernement continue de subventionner l'essence à la pompe pour le bénéfice des opérateurs économiques nigériens. Le Bénin partage avec ce pays une frontière poreuse de plus de 700 km qui permet aux flux énormes de produits achetés aux pompes du Nigéria de rentrer au Bénin. Les voies utilisées sont souvent terrestres, lagunaires et fluviales. Les moyens utilisés sont nombreux et vont du colportage aux camions de grandes capacités en passant par les cyclistes, les motocyclistes.

L'organisation n'est rien moins que celle d'une filière où l'on rencontre plusieurs grossistes qui en aval desservent les détaillants ou revendeurs. Ces derniers installent leurs étals remplis de bidons, de bouteilles ou autres récipients aux abords des routes, où ils servent une clientèle composée de propriétaires d'engins à deux roues et les véhicules automobiles.

La vente du *kpayo* constitue pour la majorité des acteurs, une activité permanente de longue date, parfois héritée des parents, pour d'autres, il s'agit d'une activité d'appoint. Les revenus individuels générés sont substantiels et dépassent ce que ces acteurs pourraient espérer dans d'autres activités. Les reconversions sont d'ailleurs fréquentes et augmentent le nombre de vendeurs que les accidents et les drames qui surviennent lors des incendies ne semblent pas décourager.

Cette activité s'est imposée au fil des années et résiste à toutes les initiatives gouvernementales pour réduire son expansion et son enracinement. Pendant ces trente ans, plusieurs stratégies ont été mises en place pour lutter contre les acteurs de ce marché qui a été baptisé de fléau pour le pays.

En novembre 2012, le gouvernement a fait appel à toutes les forces républicaines pour intensifier la lutte contre la vente informelle des produits pétroliers en mettant des moyens conséquents à leur disposition. Cette action s'inscrit dans un plan plus large comportant plusieurs volets dont notamment la reconversion des acteurs actuels, la rénovation et la construction des stations service...Ce faisant le gouvernement espère engranger des recettes fiscales substantielles de l'ordre de 150 milliards de francs CFA nécessaire à l'instauration d'un climat propice à la création d'emplois.

Les conséquences de cette mesure sont nombreuses tant sur le plan économique que sur le bien être social des populations. La présente communication fait l'analyse de ces conséquences sur l'économie (finances publiques, emploi, croissance, ...) et sur le bien être des populations (pauvreté, inégalité...).

Plus précisément, à l'aide d'un Modèle de prévisions et de simulation de l'action publique le MOSARE, l'étude présente les gains et les manques à gagner que chaque secteur institutionnel subit en raison de la décision d'enrayer le secteur informel de distribution de produits pétroliers au Bénin. Il s'agit ici de répondre entre autres à la question : l'Etat pourrait-il faire une redistribution plus efficace de revenus que ce que l'économie informelle a instauré ?

La matrice de comptabilité sociale (MCS) 2007 sera utilisée de même que les données de l'Enquête Modulaire Intégrée des Conditions de Vie des ménages (EMICoV).

La section suivante présente un développement sur les divers concepts liés au thème, les autres sections présenteront le modèle, les résultats et leurs interprétations.

2. Revue de la littérature

Il est indispensable de procéder tout d'abord à une conceptualisation en raison des variantes liées à la définition de l'informel rencontré dans la littérature.

2.1 Définition et mesure du secteur informel

Le secteur informel est officiellement défini comme « *un ensemble d'unités produisant des biens et des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations de travail, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les relations de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme* » (OIT, 1993).

Les définitions du secteur informel ne font pas toujours l'unanimité Charmes (2003). Partant de celle donnée par l'OIT en 1993, Sérurier (2004) estime que l'approche adoptée par cet organisme international, ne saurait être suffisante pour intégrer la quantification du secteur informel dans la production globale des pays. Il propose des méthodes pour affiner les données et faire l'articulation entre population, emploi et ménage. Il met en exergue partant des exemples portant sur plusieurs pays, l'ampleur des activités non enregistrées par les mécanismes actuels des comptabilités nationales. Ses remarques portent également sur les revenus des ménages, il fait remarquer que leur nature ne dépend en l'état actuel de la nomenclature, que des rubriques retenues. Il manque encore l'analyse de leurs contreparties dans l'espace des comptes des ménages par sous-secteurs institutionnels. C'est le domaine de la mesure pour lequel l'expérimentation manque encore ajout-il. Adair et Bellache (2012) font remarquer dans une étude portant sur le secteur informel en Algérie, que l'estimation du secteur informel sur la base de la définition du BIT(2003) aboutit à des résultats disparates selon les critères retenus.

La difficulté de mesurer la dimension du secteur informel est aussi mis en exergue dans le Rapport sur l'Afrique de l'Ouest qui souligne que le commerce entre pays de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) est évalué à 12%, mais qu'en réalité, il s'agit d'une sous évaluation résultant de la difficulté à appréhender le secteur informel. Une estimation plus réaliste devrait faire élever cette statistique à au moins à 25%. La présente étude s'en tient aux statistiques officielles pour faire ressortir qu'en Afrique occidentale, l'économie informelle hors agriculture représente 20 à 37 % du PIB et atteint 40 et 75 % du PIB selon les pays pour l'économie globale. La main d'œuvre disponible est occupée à 80%.

Au Bénin, la contribution estimée se situe entre 70 et 80%. Hors agriculture, le Bénin avec 33,6% enregistre l'une des plus fortes contributions au PIB. Plusieurs facteurs dont le fonctionnement des institutions expliqueraient théoriquement cette part de l'informel dans les activités.

2.2 L'influence des institutions

North (1990) définit les institutions comme les règles du jeu en société ou l'ensemble des normes que s'imposent les hommes pour encadrer les actions de chacun ou, plus formellement l'ensemble des contraintes conçues pour l'interaction entre les hommes. Pourquoi les institutions inefficaces sont-elles éliminées ou contournées ? Les règles non informelles s'établissent lorsque leur observance sont de plus en plus bénéfiques pour un grand nombre.

Plus généralement, North et al. (1996) et Roland (2004) affirment que l'importance des institutions se révèlent lorsqu'il s'agit d'analyser les principaux problèmes contemporains : effondrement du bloc de l'Est, stagnation économique dans plusieurs pays en développement, persistance de problèmes structurels dans les économies développées... Les traditionnels schémas d'analyse qu'offrent les théories classiques et néo-classiques portant sur les règles de marché notamment, sont de peu d'utilité pour comprendre leur évolution et pour y trouver des solutions satisfaisantes. Plus spécifiquement, l'influence prépondérante des lois sur le degré d'efficacité économique est mise en exergue par Maldonado et al. (1999) qui indexe les longues procédures d'enregistrement des entreprises, les coûts de légalisation, les divers obstacles à la formulation de politiques économiques pour l'ensemble de l'économie, ... comme facteurs d'éloignement des entrepreneurs vers une formalisation des activités. Jonasson (2012) utilisant un modèle permettant de capter l'influence de la gouvernance locale sur le choix des demandeurs d'emploi au Brésil, trouve que la probabilité que les individus soient employés dans le secteur informel est plus faible dans les régions de bonne gouvernance avec un meilleur système d'éducation.

Le Bénin est classé au rang de la 175ème économie sur 183 selon le classement Doing Business 2012 de la facilité de faire des affaires contre la 173ème place en 2011. Par ailleurs, le Bénin occupe le 39ème rang au niveau de l'Afrique subsaharienne sur un total de 46 économies.

Comparant les procédures au Bénin, et celles de l'espace de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Doing Business recense au titre de la création d'entreprise, six (06)

procédures administratives, évalue un délai de 29 jours et un coût représentant 149,9% du revenu national brut par habitant comme frais d'immatriculation et d'enregistrement, alors qu'au niveau de l'espace UEMOA, le premier pays (le Sénégal) en la matière, enregistre trois (03) procédures, treize (13) jours de délai et un coût représentant 47,7% du revenu brut par habitant. Le rapport conclut que la position du Bénin est fortement contraint par plusieurs facteurs dont le coût des opérations de création d'entreprises. Les efforts entrepris par le pays sont jugés insuffisants par rapport aux réformes conduites par les autres économies. La fiscalité dans les pays en développement semble être une exécution de la déficience des institutions.

2.3 Fiscalité inefficace

L'ampleur du manque à gagner pour l'Etat face à crise financière qui fait tarir plusieurs sources traditionnelles liées à l'aide au développement est un argument fort utilisé par les disciples de la formalisation des entreprises. Le secteur informel est désigné comme un gisement fiscal que pourrait exploiter l'Etat pour accroître les ressources publiques.

Les relations entre l'Etat et ses fonctionnaires sont marquées par une asymétrie d'information souligne Raffinot (2001), il est difficile pour les dirigeants par exemple de savoir quels sont les efforts effectivement réalisés pour identifier les fraudeurs. Il est également difficile de savoir quel genre d'accords est passé avec ces fraudeurs. Raffinot compare le travail du fisc africain à un système de "cueillette" où les contribuables ne sont pas répertoriés en raison d'un trop grand nombre d'unités informelles, des exonérations illégitimes et du trop grand nombre de possibilités offertes aux fonctionnaires de manipuler à leur avantage le système. En tout état de cause, la fiscalité doit obéir aux critères d'optimalité et d'équité. Elle doit chercher notamment à réduire les inégalités. Un point important du débat est de trouver les systèmes d'imposition qui ne seraient pas en défaveur des acteurs de l'informel ayant les plus bas revenus. Une fiscalité locale impliquant l'avis des acteurs de l'informel semble-t-il serait plus efficace (Diatta et N'gakosso 2007). Au Bénin sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale, plusieurs réformes continuent d'être mises en œuvre. Elles portent sur l'informatisation de bon nombre de procédures fiscales, la revue détaillée de toutes les exonérations fiscales et douanières, la simplification des procédures fiscales. Les conditions socio-économiques sont des facteurs déterminant de la non formalisation des activités économiques.

2.4 Les conditions socio-économiques des acteurs de l'informel au Bénin

Eyerusalem (2011) à partir d'une étude dans le secteur manufacturier en Ethiopie trouve que le rendement moyen du capital dans le secteur formel n'est que de 15-21%, alors que dans le secteur informel il se situe entre 52-140%. Cette profitabilité explique l'expansion du secteur informel et la stratégie adoptée pour s'y insérer. Pour le commerce de l'essence, on peut noter qu'au début du trafic dans les années 70, il y avait un grand nombre d'acteurs hybrides qui exerçaient concomitamment avec d'autres activités. Depuis plusieurs années la segmentation du secteur montre que plus de 80% des acteurs constituent un noyau dur qui ne vivent que de ce trafic. Ainsi plusieurs entrent dans le secteur par nécessité, mais avec le temps ils s'y enracinent et y demeurent par opportunité comme dans d'autres activités de l'informel (Adom 2012, 3). Cet important développement du commerce clandestin entre les deux pays a été notamment favorisé par l'écart de change par rapport au franc cfa des cours officiel et parallèle du naira.

L'enquête sur le secteur informel a été menée entre 2001 et 2003 dans les capitales économiques de sept pays de l'UEMOA (Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou). Elle fournit pour la première fois une image détaillée des principales caractéristiques du secteur informel dans ces sept villes à partir d'enquêtes menées selon une méthodologie identique, ce qui autorise des comparaisons précises entre ces différentes villes. Elle conclut que, la mise à son compte dans le secteur informel dans les pays sur lesquels porte l'étude est bien souvent un choix délibéré.

" En effet, 60 % des chefs d'unités de production considèrent le secteur informel comme un mode privilégié d'insertion sur le marché de travail en invoquant la possibilité d'obtenir un meilleur revenu que le salaire auquel ils pourraient prétendre (28 %) ou en refusant le statut de travailleur dépendant et en mettant en avant le désir d'être leur propre patron (32 %) " (Brilleau et al. 2005).

Plusieurs autres caractéristiques s'observent aisément sur l'ensemble de ces acteurs qui forment un groupe hétérogène composé d'exportateurs nigériens, d'importateurs béninois, de grossistes, de semi-grossistes, de détaillants, de consommateurs....

Le trafic existe depuis près de 30 ans et aurait commencé dans les années 80 son essor est intimement lié à la crise de ces années où chaque citoyen face aux difficultés d'emploi s'est converti vers des activités du

secteur informel. Au cours de la même période, les Béninois ont inventé le concept et le métier de "*zémidjan*" ou taxi-moto. L'un renforçant l'autre : le zémidjan est rentable car il utilise de l'essence kpayo et les revendeurs d'essence kpayo vivent grâce à leur clientèle composée des zémidjans...

Les barrières à l'entrée sont très peu dissuasives, l'existence de plusieurs niveaux d'activité donne la possibilité de démarrer avec n'importe quel montant de capital. La technologie utilisée est faible. Le secteur fait appel souvent à de la main d'œuvre familiale ou à des aides occasionnelles rémunérées selon différents modes journaliers avec quelque fois en relation avec les bénéficiaires. L'absence de contrat témoigne du caractère non formel des relations de travail entre employeurs et employés qui ne bénéficient d'aucune protection sociale. Bien qu'officiellement, ces acteurs ne paient pas de taxes, certaines déclarations font état de rémunérations en direction de parrains qui protégeraient jusqu'à une certaine limite l'activité. Ces pratiques sont d'ailleurs générales dans le secteur informel comme l'indique Maldonado (1999) qui affirme que les agents du secteur informel dépensent généralement 10 à 15 % de leurs revenus bruts pour éviter les sanctions dues à leur situation. Il conclut que la situation d'illégalité dans le secteur informel engendre des coûts considérables et une instabilité permanente.

Par ailleurs analysant la dynamique, Adair et Bellache (op.cit.) constatent une croissance de l'emploi informel due à l'augmentation de jeunes diplômés et l'augmentation de la proportion des femmes désireuses de travailler. Le marché du travail est marqué par une incapacité à offrir de possibilités en matière d'emploi formel. Cette étude souligne toutefois que la dynamique de l'informel généré par un double flux (ceux qui entrent directement et les transfuges du secteur formel) est toutefois ralenti par un flux contraire en direction du secteur formel.

Il convient de noter que 70% des acteurs du secteur informel, sont prêts à se formaliser, mais à condition qu'on leur allège les lourdes démarches administratives, qu'on leur parle surtout des avantages, et que les structures qui s'en occupent soient décentralisées pour plus se rapprocher des acteurs. Pour analyser un phénomène aussi complexe impliquant si tant s'acteurs et ayant des répercussions sur un si grand nombre de secteurs de l'économie, il faut un modèle ayant des capacités d'analyse multisectoriels : le MOSARE (Modèle de Simulation et d'Analyse des Réformes Economiques).

Avec la crise de 2008, l'Etat béninois a pris des mesures tendant à exonérer et à subventionner les produits pétroliers et le gaz. Depuis ces mesures ont été reconduites tous les ans (loi de finances gestion 2012).

La crise énergétique caractérisée par la flambée du cours du pétrole, a induit en 2007 et 2008 une forte augmentation des importations des produits pétroliers. Par ailleurs, les exportations ont connu une évolution à la baisse du fait de la perte de compétitivité prix induite par l'accélération de l'inflation. Il s'en suit alors une dégradation de la balance courante.

2.5 Dilemme théorique lié à la mesure

La décision gouvernementale a la particularité de générer simultanément de l'inflation et du chômage. Selon la théorie keynésienne, la variable fondamentale qui dynamise l'activité économique est la demande agrégée.

Demande agrégée = Consommation des ménages + Investissement + Dépenses des Administrations publiques + Solde commercial.

Cette formule offre aux décideurs les outils de lutter contre deux problèmes fondamentaux de toute économie: le chômage et l'inflation.

Le chômage est généré selon les keynésiens par un déficit de la demande agrégée. Pour l'augmenter, il convient de stimuler les composantes vers la hausse. L'inflation par contre est due à un excès de la demande, les mesures à prendre pour la combattre sont exactement aux antipodes de ce que nécessite le chômage.

3. Modèle théorique

3.1. Généralités

Le MOSARE V3.2 est destiné à la prévision à court et moyen termes (cinq ans) et permet des simulations de politiques économiques. Il permet à ces derniers de mieux éclairer les choix des décideurs et facilite l'élaboration d'une politique orientée vers la croissance, dans le respect des grands équilibres. C'est un modèle quasi comptable qui tient compte aussi bien des relations comptables entre les agrégats que de relations économétriques. Il permet de définir un cadre macroéconomique cohérent dans la projection des quatre comptes économiques que sont (i) le secteur réel (PIB, ses composantes et emplois) ; ii) le tableau des opérations financières de l'État ; (iii) la balance des paiements ; (iv) la situation monétaire. Le MOSARE est un modèle de type keynésien (bouclage par la demande) mais distingue des secteurs d'offre.

Ces derniers sont calés sur la nomenclature de l'Institut National de la Statistique et d'Analyse Économique pour faciliter les comparaisons et simulations. Ainsi, les secteurs explicitement modélisés dans MOSARE sont le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et sylviculture), le secteur secondaire (égrenage de coton, produits pétroliers, électricité et eau, autres industries manufacturières et BTP) et le secteur tertiaire (commerce, transports et télécommunication, autres services marchands, services non marchands). Chaque sous secteur est décomposé en secteur formel et secteur informel. Par ailleurs, un module de micro simulation a été relié au modèle et permet d'estimer les implications du cadrage macroéconomique ou les effets d'un choc exogène sur les indicateurs de pauvreté et d'inégalité.

Dans le MOSARE, cinq secteurs d'offre sont distingués : (i) le secteur agricole (dont la production est très liée à la pluviométrie), (ii) le secteur de l'élevage, pêche et sylviculture, (iii) le secteur de l'égrenage de coton, (iv) le secteur de l'électricité et eau, (v) le secteur non marchand (l'administration essentiellement). A côté de ces cinq secteurs d'offre, le MOSARE décrit, trois secteurs liés à la demande. Il s'agit du secteur : (i) des produits pétroliers, (ii) des travaux de construction et (iii) commerce.

On retrouve également dans le MOSARE d'autres secteurs qui peuvent être considérés selon le cas comme des secteurs d'offre ou des secteurs de demande. Il s'agit des secteurs "autres industries manufacturières modernes", "autres industries manufacturières artisanales", "transports et communication" et "autres services marchands".

Les variables exogènes du MOSARE sont de trois types : les variables concernant l'environnement international, c'est-à-dire principalement les cours de l'euro, du dollar, du naïra nigérian, du yuan chinois, le cedi ghanéen et les prix du coton, du riz, du pétrole ainsi que les taux d'intérêt, qui influencent l'endettement et les charges financières ; les variables relatives à l'environnement sous régional, notamment les taux de croissance et d'inflation des pays de la sous région ; les variables de politique économique telles que les dépenses publiques (notamment l'investissement public et le salaire), les taux apparents de fiscalité, les emprunts intérieurs, les prix aux producteurs, etc.

Dans le MOSARE, figurent des données pour toutes les années écoulées depuis 1997. La structure du TRE de base est de 2003 et l'année de base pour le calcul des déflateurs est 1985. Les données définitives (INSAE, Ministère de l'Economie et des Finances, BCEAO, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche) sont introduites lorsqu'elles sont disponibles. Les années du passé proche pour lesquelles il n'y a pas encore de données sont projetées grâce aux relations prises en compte dans la partie projection de MOSARE. L'année en cours est en quelque sorte intermédiaire : elle est projetée à partir des relations dans le MOSARE, mais en tenant compte des indicateurs conjoncturels qui sont disponibles (notamment en matière de finances publiques, de prix, etc.) pour fixer le niveau des données exogènes.

3.2 Présentation du TRE (Tableau de Ressources Emploi)

Le TRE est un assemblage de trois matrices ($T1$, $T2$, $T3$) articulées dans lesquelles les relations entre les variables se présentent comme suit :

3.2.1 Les relations comptables dans $T1$

En appelant (i) un produit, (j) une branche et (x_{ij}) la valeur des consommations intermédiaires d'un produit (i) par une branche (j), les relations comptables dans $T1$ peuvent être décrites comme suit :

$$x_{i1} + x_{i2} + \dots + x_{ij} + \dots + x_{in} = CI_i$$

$$\sum x_{ij} = CI_i \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

$$x_{1j} + x_{2j} + \dots + x_{ij} + \dots + x_{nj} = CI_j$$

$$\sum x_{ij} = CI_j \text{ avec } i = 1 \text{ à } n$$

$$\sum CI_i = \sum CI_j = CI \text{ avec } i = 1 \text{ à } n, j = 1 \text{ à } n$$

En dessous de la matrice ($T1$) figure le tableau des comptes de production et d'exploitation des branches ainsi que des ressources en produits ($T3$). Si le tableau des entrées intermédiaires ($T1$) montre en colonne les diverses consommations de produit (i) par une branche (j), le tableau ($T3$) quant à lui permet de compléter l'analyse et de présenter pour chaque branche : le compte de production / exploitation et la valeur ajoutée brute ; le passage de la production effective de la branche à la production distribuée du produit ; les importations, les marges commerciales ainsi que divers impôts sur les produits et les importations.

Ces opérations sont traduites par les relations comptables dans $T3$. L'on appellera X_j la production (effective) totale et V_{Aj} la valeur ajoutée brute de la branche (j). La valeur ajoutée de la branche (j) est répartie entre les rémunérations des salariés (RS_j), les impôts sur la production nets des subventions (I_j) et l'Excédent Brut d'Exploitation/revenu mixte (EBE_j).

C'est la prise en compte des transferts qui permet le passage de la production effective d'une branche à la production distribuée du produit. Les transferts sont constitués de flux unilatéraux de biens ou de services d'une branche où ces biens ou services sont produits à titre résiduel, vers les branches où ils constituent la production principale. Toutefois, ces informations ne sont pas toujours disponibles. C'est pourquoi, et pour simplifier le traitement, il a été décidé de faire dans le modèle MOSARE l'hypothèse qu'il n'y ait pas de transferts.

3.2.2 Les relations comptables dans T3

Ces relations présentent d'abord les comptes de productions des branches :

$$X_j = CI_j + VA_j$$

$$VA_j = RS_j + IX_j + EBE_j$$

$$\sum CI_j = CI \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

$$\sum VA_j = VA \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

$$\sum RS_j = RS \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

$$\sum IX_j = IX \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

$$\sum EBE_j = EBE \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

$$\sum X_j = X \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

$$X = CI + VA$$

$$VA = RS + IX + EBE$$

La dernière relation donne le compte de production de l'ensemble de l'économie. La détermination de la production distribuée d'un produit, appelée XD_j , est obtenue ensuite en retranchant de la production X_j les différents transferts (T_j) :

$$XD_j = X_j - T_j$$

$$\sum XD_j = XD = X \text{ avec } j = 1 \text{ à } n$$

X représente la production totale effective de l'économie. Comme la somme des transferts doit être nulle, par définition (le montant de la valeur de la production des produits secondaires, qui est soustrait au niveau d'une branche, est entièrement redistribué entre toutes les autres branches du *TRE*), la production totale de l'économie sera égale à la production distribuée.

3.2.3 Les relations comptables dans T2

La cellule *T2* du Schéma 1 présente l'équation fondamentale que voici :

$$EF_i = CF_i + FBCF_i + DS_i + Export_i$$

Si l'on appelle EF_{if} une utilisation finale d'un produit i , et EF_i la demande finale de produit (i), c'est-à-dire le total des emplois finals de produits i , l'on aura pour chaque ligne :

$$\sum EF_{if} = EF_i \text{ avec } f = 1 \text{ à } n$$

En nommant EF_f une opération d'utilisation finale (f), on aura donc :

$$\sum EF_{if} = EF_f \text{ avec } i = 1 \text{ à } n$$

$$\sum EF_i = \sum EF_f = EF$$

Le Tableau Ressources-Emplois présente ainsi à la fois l'équilibre des ressources et des emplois des biens et services décomposés par produit et le compte de production et d'exploitation des branches.

La matrice de comptabilité sociale MCS 2007 sera utilisée de même que les données de l'Enquête Modulaire Intégrée des Conditions de Vie des ménages (EMICoV).

3.2.3 Pauvreté et inégalité

Dans le MOSARE V3.2, le bouclage revenus – consommation s'effectue de manière globale, parce que tous les revenus des ménages sont agrégés. On en déduit la consommation totale des ménages par application d'un taux de consommation exogène, et un vecteur de consommation finale des ménages par produits.

Cette façon de faire occulte cependant une partie de la réalité économique et s'avère insuffisante dès que l'on souhaite analyser la répercussion de la croissance sur la pauvreté. En effet, une augmentation de revenu bénéficiant aux fonctionnaires aura probablement un impact différent en termes de produits consommés qu'une variation d'une même ampleur des revenus des agriculteurs. C'est pourquoi les résultats de l'EMICoV ont été exploités pour éclater le vecteur de la consommation finale des ménages dans le Tableau Ressources-Emplois entre différents groupes socioéconomiques (GSE).

L'Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages (EMICoV), réalisée par le gouvernement initialement en 2006 et mise à jour en 2007, 2009, 2010. Les résultats ont servi à la

rédaction de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté SCRCP (2007-2009). Cette enquête a été exécutée par l'INSAE et réalisée en quatre(04) passages dont le premier s'est déroulé d'août à novembre 2006. EMICoV offre, outre la richesse des thématiques abordées, l'opportunité de confronter différentes approches de la pauvreté au Bénin. Elle est destinée à assurer le diagnostic et l'établissement de la pauvreté au Bénin principalement pour l'élaboration et le suivi des Stratégies de Réduction de la Pauvreté. L'échantillon de l'enquête EMICoV a été élaboré en respectant la représentativité suivant le milieu de résidence au niveau national, départemental et communal. Il est à signaler qu'en dehors de la représentativité observée au niveau communal, l'échantillon a couvert la plupart des arrondissements dans chaque commune. La taille de l'échantillon de l'enquête EMICoV est de 18000 ménages à raison de 7440 ménages en milieu urbain (soit 41,33%) contre 10560 ménages en milieu rural (58,67%).

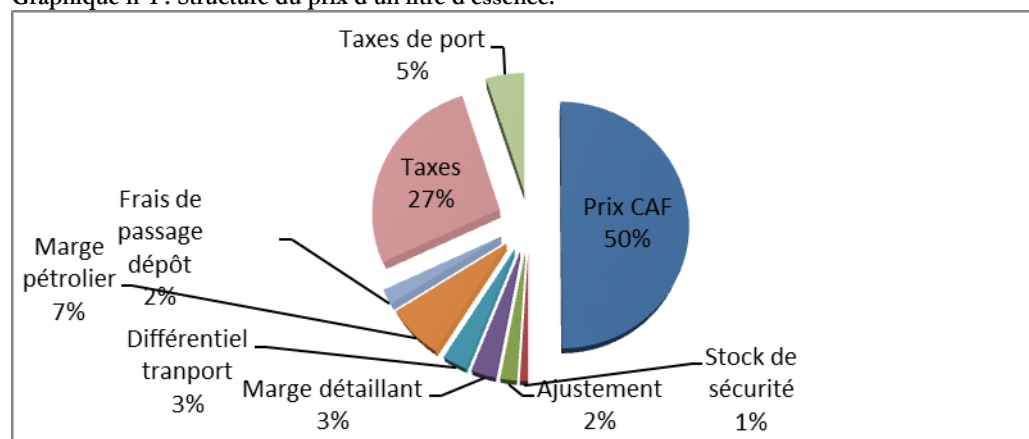
4 Méthodologie et résultats

4.1 Base des calculs

Les prix des produits pétroliers raffinés devraient être déterminés par le prix du brut sur le marché international, par le cours du dollar, et par la politique fiscale de chaque pays. Force est de constater que ces variations n'ont presque pas d'effets directs sur les consommateurs de produits de l'informel au Bénin. Les prix étant fixés à la pompe au Nigéria, ils gardent une relative stabilité qui résiste aux fluctuations sur le plan mondial par contre le cours relatif du naira (monnaie nigériane influence périodiquement le prix du kpayo. Les prix plafond à la pompe au Bénin quant à eux sont fixés par un mécanisme qui tient compte de plusieurs paramètres dont le cours mondial du moment et celui du dollar. Les compagnies pétrolières ne sont pas autorisées à vendre au-delà de ces prix plafonds, mais elles peuvent céder moins cher leurs produits. En général, les compagnies alignent leurs prix de vente sur ceux des prix plafonds qui ne leur procurent d'ailleurs qu'une faible marge. Les prix pratiqués dans les pays de la sous région représentent environ 1,3 à 1,7 fois celui du Bénin. De mois en mois, l'écart entre les prix du marché parallèle et celui de la pompe se creuse.

La structure comporte les segments suivants : les prix CAF, l'ensemble des taxes et frais perçus au Port Autonome de Cotonou ; les droits de porte perçus par l'Etat ; les frais de stockage tant à Cotonou que dans les entrepôts de l'intérieur du pays, les marges des pétroliers ; la péréquation au transport,

Graphique n°1 : Structure du prix d'un litre d'essence.



Source : A partir des données du Ministère du commerce 2010

Les prix à la pompe peuvent atteindre plus de 2 fois le prix CAF. La part des taxes peut atteindre 30% du prix du litre à la pompe. La consommation totale d'essence du pays est estimée à 525 millions de litres avec 95% des parts du marché pour l'informel.

Comme l'indique le tableau n°1 ci-dessous, les pertes de recettes sont estimées à plus de 85 milliards de Fcfa soit environ 170 millions de dollars US. Ce manque à gagner représente plus de 12% des recettes fiscales du pays.

Le total des acteurs du secteur s'élève à 72 000 dont 7300 grossistes et 64 700 détaillants et semi-détaillants.

Tableau 1 Quelques indicateurs liés au secteur du commerce informel de l'essence

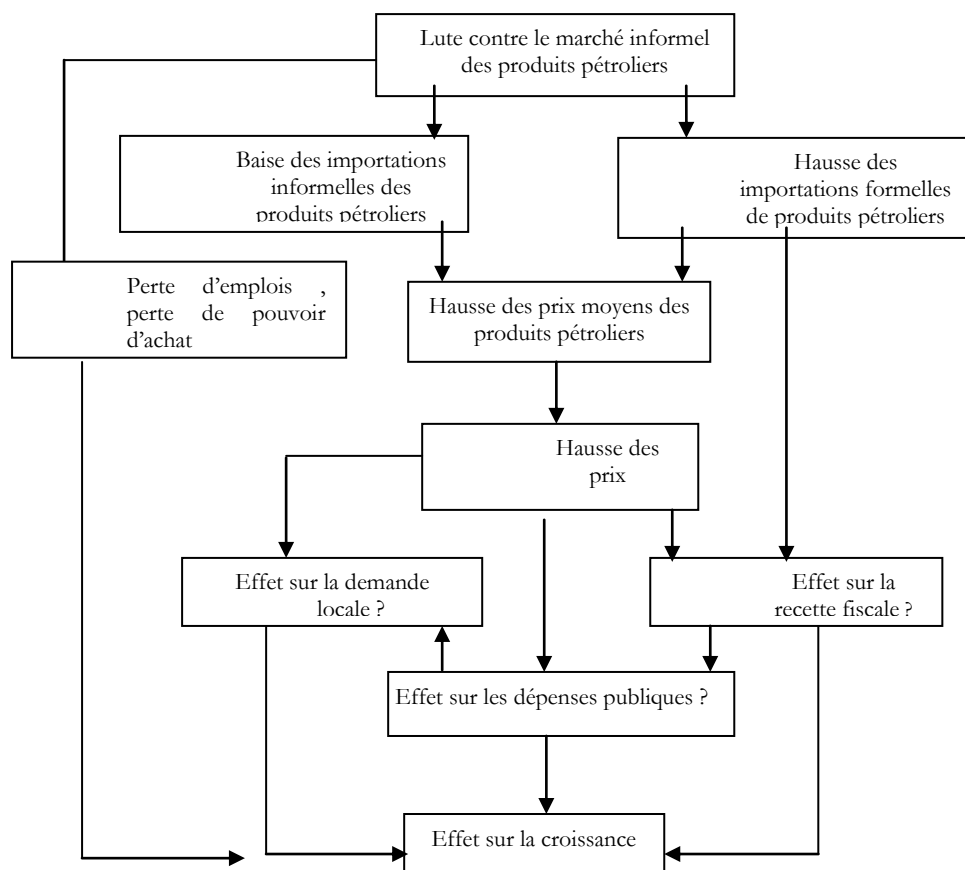
Estimation en litres de la quantité totale d'essence consommée au Bénin en 2012	525 000 000
Part en pourcentage des structures formelles	0,05
Part en pourcentage des structures informelles	0,95
Part de marché des structures formelles (5%)	26250000
Part de marché des structures informelles (95%)	498750000
Pourcentage du prix de vente du litre d'essence des taxes prélevées par l'Etat	0,3
Prix de l'essence en décembre 2012	575
Cours du dollar en décembre 2012	500
Total des taxes non prélevée (manque à gagner en CFA)	86 034 375 000
Total des taxes non prélevée (manque à gagner en dollar US)	172 068 750,00
Nombre d'acteurs détaillant et semi-détaillant	64700
Nombre total d'acteurs	72000
Grossistes	7300

Source : Estimation faite sur les données collectées dans la littérature.

4.2 Hypothèses de simulations

Le gouvernement projette de réduire de 90% les flux de l'essence de contrebande. Sur cette base, les simulations ont consisté : à estimer la marge totale des acteurs de l'essence de la contrebande ; à déduire 90% de cette marge des revenus des ménages de l'informel ; à augmenter la quantité d'essence vendue sur le marché formel en fonction de l'élasticité prix de la demande ; à augmenter les dépenses publiques du gouvernement du montant de la taxe prélevée à la pompe.

Graphique 2 : Schéma du mécanisme de transmission des effets



Source : Réalisé par l'auteur

La lutte contre le marché informel des produits pétroliers devrait se traduire entre autres par : la mise au chômage de près de 72 000 acteurs ; la baisse des importations informelles et une hausse du prix des produits sur le marché informel. A très court terme, ces prix peuvent être largement supérieurs aux prix administrés pratiqués dans les stations services. Mais, à moyen terme, ils se rapprocheront des prix administrés ; une hausse des importations formelles des produits pétroliers pour faire face à la nouvelle demande induite par la lutte. En retour, les recettes fiscales connaîtraient une amélioration. Cependant,

cette hausse des recettes fiscales pourrait être atténuée par les éventuelles mesures du Gouvernement pour faire face à l'inflation ; la hausse des prix des produits pétroliers devrait se répercuter sur le coût de production des autres secteurs, entraînant ainsi une hausse généralisée des prix. Cette situation a été observée en 2012. Cette accélération de l'inflation aura des conséquences sur la demande locale, la compétitivité des exportations, les recettes fiscales et les dépenses publiques. Le schéma qui suit présente le mécanisme de transmission des effets de la lutte contre le marché informel des produits pétroliers.

4.3 Résultats et interprétations

Une lutte contre l'essence de contrebande peut être interpréter comme une suppression de subvention par le consommateur. La hausse qui en résulte réduit son pouvoir d'achat.

4.3.1 Résultats et interprétations sur les variables économiques

Il ressort de l'analyse de l'impact sur les variables économiques résumé dans le tableau 2 une baisse de la croissance de 0,8% avec une augmentation de l'inflation de 3,2%. Le PIB en valeur augmente de 2,4%. Les variables liées à la production du coton, à son égrenage, aux travaux de construction, aux autres produits agricoles industriels... ont connu une évolution négative. L'évolution des variables agriculture vivrière et élevage et pêche est positive.

Tableau 2 Impact des simulations sur les variables économiques

Variables	Base	Résultat de la Simulation	Ecart / Variation
Croissance	5,5%	4,7%	-0,8%
Déflateur	2,8%	6,0%	3,2%
PIB en valeur (en milliards FCFA)	4560,7	4 668,2	2,4%
Agriculture vivrière	817,5	824,6	0,9%
Coton graine	19,1	16,0	-16,2%
Autres produits agricoles industriels	85,5	83,7	-2,1%
Elevage, Pêche, Sylviculture	401,7	404,8	0,8%
Egrenage coton	22,0	19,5	-11,4%
Electricité, gaz et eau	47,3	38,6	-18,4%
Autres industries manufacturières	374,8	379,3	1,2%
Travaux de construction	166,1	140,8	-15,2%
Transports	407,0	354,2	-13,0%
Autres services marchands	1182,9	1 318,6	11,5%
Services non marchands	441,2	441,2	0,0%
Exportations	1215,3	1 231,8	1,4%
Importations		1 893,9	10,7%
TVA et autres taxes sur les produits	195,8	213,1	8,8%
Impôts sur les importations	399,7	433,6	8,5%

Source : Résultats de simulation avec le MOSARE

Les variables liées au commerce international (importations et exportations) connaissent une évolution positive. Il en est de même des variables liées aux recettes de l'Etat (TVA et impôts).

L'impact de la mesure est plus sensible sur les branches utilisant de l'outillage moderne. Il est à suspecter que leurs propriétaires se ravitaillaient eux aussi sur le marché informel. Par contre, l'agriculture vivrière pratiquée essentiellement avec l'outillage rudimentaire ne semble pas être impacté la variation est de 0,9%. Cependant, en comparant ce chiffre au taux de croissance démographique et avec l'information que le Bénin est excédentaire en productions vivrières, il est possible de conclure que même cette variable a été impacté, ce constat est aussi valable pour la pêche et l'élevage.

Le coton est la culture de rente par excellence au Bénin, elle fournit environ 80% des recettes d'exportation. Sa production de même que son égrenage ont respectivement baissé de 16,4 et 11,1%, on en déduit que les exportations globales du Bénin sont aussi impactées par la mesure.

Globalement, l'impact sur les variables économiques est négatif.

4.3.2 Résultats et interprétations sur la pauvreté

Le tableau n°3 présente l'impact sur les catégories socio-professionnelles en termes de pauvreté. Plus précisément, il donne les indices de pauvreté mesurant l'augmentation de la pauvreté, l'écart de pauvreté, la pauvreté inter groupe par rapport aux groupes professionnels et aux déciles présentant les populations suivant l'évolution des revenus.

Le taux de pauvreté a augmenté globalement de 1%. Cette augmentation est plus importante en zones rurales avec 1,1% d'augmentation. L'augmentation la plus forte s'observe avec les cadres du secteur privé et formel (1,2%), les employés et ouvriers du secteur informel (1,2%), les manœuvres et autres du secteur informel (1,1%), les travailleurs indépendants du secteur informel (1%), les inactifs. On observe une stagnation au niveau des employés et ouvriers du secteur public et les manœuvres et autres du secteur privé. Un recul de la pauvreté est observé au niveau des cadres du secteur public.

Tableau n°3 Impact des simulations sur les catégories socio-professionnelles

	Base			Simulation			Ecart / Variation		
	PopPauv	EcaPauv	IntPauv	PopPauv	EcaPauv	IntPauv	PopPauv	EcaPauv	IntPauv
Taux de pauvreté	26,5%	7,8%	3,3%	27,5%	8,1%	3,5%	1,0%	0,3%	0,2%
urbaine	22,9%	7,1%	3,1%	23,6%	7,4%	3,3%	0,7%	0,3%	0,1%
rurale	28,5%	8,1%	3,4%	29,6%	8,5%	3,6%	1,1%	0,4%	0,2%
Cadres Secteur Public	5,1%	1,4%	0,5%	4,4%	1,3%	0,5%	-0,7%	0,0%	0,0%
Employés, ouvriers Secteur public	13,9%	3,6%	1,4%	13,9%	3,6%	1,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Manoœuvres et autres Secteur Public	20,8%	6,7%	2,9%	21,5%	6,8%	2,9%	0,7%	0,1%	0,1%
Cadres Secteur privé formel	8,5%	2,4%	0,8%	9,6%	2,5%	0,9%	1,2%	0,2%	0,1%
Employés, ouvriers Secteur privé formel	21,2%	7,5%	3,0%	21,2%	7,5%	3,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Manoœuvres et autres Secteur privé formel	9,3%	3,1%	1,4%	9,3%	3,2%	1,5%	0,0%	0,2%	0,1%
Travailleurs indépendant Secteur informel	30,2%	8,9%	3,8%	31,3%	9,3%	4,0%	1,0%	0,4%	0,2%
Employés, ouvriers Secteur informel	14,8%	3,9%	1,5%	16,0%	4,2%	1,6%	1,2%	0,3%	0,1%
Manoœuvres et autres Secteur informel	23,4%	6,4%	2,5%	24,5%	6,7%	2,6%	1,1%	0,3%	0,2%
Inactifs	20,4%	6,0%	2,6%	21,4%	6,3%	2,7%	0,9%	0,3%	0,1%
Décile 1 à 10% (les plus pauvres)	20,6%	5,8%	2,4%	21,4%	6,1%	2,5%	0,8%	0,3%	0,1%
Décile 11 à 20%	21,6%	6,0%	2,4%	23,1%	6,4%	2,6%	1,5%	0,3%	0,2%
Décile 21 à 30%	33,0%	10,2%	4,7%	34,3%	10,6%	4,9%	1,3%	0,4%	0,2%
Décile 31 à 40%	22,7%	7,3%	3,3%	23,2%	7,6%	3,4%	0,5%	0,3%	0,1%
Décile 41 à 50%	26,6%	6,8%	2,6%	27,3%	7,2%	2,8%	0,7%	0,4%	0,2%
Décile 51 à 60%	35,3%	11,7%	5,3%	36,4%	12,1%	5,6%	1,1%	0,4%	0,2%
Décile 61 à 70%	30,4%	9,2%	4,0%	31,5%	9,6%	4,2%	1,1%	0,4%	0,2%
Décile 71 à 80%	34,3%	9,7%	4,1%	35,8%	10,2%	4,3%	1,4%	0,4%	0,2%
Décile 81 à 90%	26,9%	6,9%	2,6%	27,9%	7,3%	2,8%	1,0%	0,4%	0,2%
Décile 91 à 100% (les plus riches)	16,6%	4,8%	2,0%	16,9%	5,0%	2,1%	0,2%	0,2%	0,1%

Source : Résultats de simulation avec le MOSARE

Les écarts entre la situation de référence et les simulations révèlent que les variations de pauvreté sont présentes dans tous les déciles. Le décile le moins touché est celui qui contient les individus les plus riches (décile le plus élevé). Le décile le plus touché est le deuxième en partant du moins pauvre.

4.3.3 Résultats et interprétations globaux

La condamnation de la vente parallèle des produits pétroliers semble se fonder sur des considérations morales éthiques que sur celles socio-économiques.

La théorie keynésienne et néokeynésienne préconise l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Au regard des résultats obtenus l'intervention de l'Etat pour contrer le commerce parallèle de l'essence semble non efficace. Cette intervention engendre de l'inflation, du chômage, une augmentation de la pauvreté et de l'inégalité.

Les ménages pauvres sont plus vulnérables que les non pauvres à cette inflation, leurs revenus souvent en termes nominaux permettent difficilement des stratégies d'adaptation, ils disposent de peu de moyens de se soustraire à l'impact de l'inflation.

La suppression du kpayo crée un enchaînement de l'augmentation de prix, salaire, prix qui peut rester persistante avec la structure de l'économie. Cette spirale ne peut se ralentir que grâce aux anticipations (adaptatives, extrapolatives, rationnelles...).

Conclusion

En dépit des résultats obtenus, des conséquences analysées ci-dessus, il convient d'ajouter que la suppression de la vente parallèle de produits pétroliers a d'autres avantages. Elle permet de limiter les accidents liés aux incendies dans les villages et quartiers de ville. Elle a des avantages sur le plan sanitaire en préservant la santé des acteurs surtout celle des enfants. Elle ralentit une forme de déscolarisation et d'exode. Elle a des avantages environnementaux. Parallèlement, la reconversion des anciens acteurs dans des activités liées à la délinquance et aux crimes constitue un autre défi pour les autorités.

Références bibliographiques

- Adair, P. (2002b) 'L'emploi informel en Algérie : évolution et segmentation du marché du travail', *Cahiers du GRATICE*, 22 : 95-126.
- Adair, P., Bellache Y. (2012) Emploi et secteur informels en Algérie : déterminants, segmentation et mobilité de la main-d'œuvre, *Régions et développement*, 35 -
- Adair, P., Emploi informel et secteur prive en Algérie : contraintes et gouvernance de la création d'entreprises
- Adom, K.(2012), Evaluating the motives of informal entrepreneurs in Koforidua, *Ghana Journal of Developmental Entrepreneurship* 17 (1) 1250005 © World Scientific Publishing Company.
- Agossou, N. (2004) Dynamique spatiale à Porto-Novo : Les effets dynamique spatiale à Porto-Novo. Les effets de la diffusion des produits pétroliers Kpayo. *L'Espace géographique*. (EG 2004-3). 211-218
- Brilleau A., S. Coulibaly, F. Gubert, O. Koriko, M. Kuepie, E. Ouedraogo (2005) Le secteur informel : Performances, insertion, perspectives, enquête 1-2-3, phase 21 *STATECO* 99.71-88.
- Charmes J. (2003), Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel. IRD
- Diata H., A.N'gakosso (2007) L'intégration et la Nécessité d'une Transition Fiscale : Cas de la TVA dans les Pays de l'Union africaine. *Revue africaine de l'Intégration*, 1(1), janvier . 76-95.
- Eyerusalem, S. (2011) *Essays on Industrial Development and Political Economy of Africa* Economic Studies Department Of Economics School Of Business, Economics and Law University Of Gothenburg. Issn 1651-4297 Online Printed In Sweden, K O Mpendiet 2011 202.
- Fafchamps M. (2010), Vulnerability, risk management and agricultural development *AJARE* 5 (1). Economics Department, Oxford University. 243-260.
- FMI (2011) *Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté*. Fonds monétaire international 2011. Septembre. Rapport du FMI n° 11/307.
- Gërkhani, K. (2004), 'The Informal Sector in Developed and Less Developed Countries: *A Literature Survey*, 120 (3-4) 267-300.
- Goktuna, B.O. , Dayangac R. (2011) Rethinking the informal labour from an evolutionary point of view. *Journal of Socio-Economics* 40 (5), October : 609-615
- Jonasson, E., (2012) Government Effectiveness and Regional Variation in Informal Employment *The Journal of Development Studies*, 48 (4) 481-497
- Jütting, J., J. Perlevliet, T. Xenogiani (2008), "Informal employment re-loaded", *Institute of Development Studies (IDS) Bulletin*, 39 (2) May: 28-37, University of Sussex, Brighton.
- North D. C. (1990) *Institutional Change and Economic Performance* Cambridge University Press.
- North, D.C, (1996) Economic Performances Through Time" in Empirical Studies In *Institutional Change* edited by L. Alston, T. Eggerston and D. North, 342-356 USA: University of Cambridge Press
- Raffinot, M., (2001) « Motiver » et « chicoter »: l'économie politique de la pression fiscale en Afrique subsaharienne. *Autrepart* 20 : 91-106.
- Roland, G. (2004), "Understanding Institutional Change: Fast-moving and Slow-moving institutions", *Studies in Comparative International Development* 38(4): 109-131.
- Séruzier M., (2004) La mesure de l'économie informelle et sa contribution aux comptes des ménages. *STATECO* 98. 37-49.
- Verez, J-C (1998) : Le rôle du secteur informel dans un contexte de régionalisation *Tiers-Monde*. 39 (155) : 581-596.

Walther, R., A. Gauron (2006) Les mécanismes de financement de la formation professionnelle, Les résultats de l'enquête terrain dans cinq pays d'Afrique, MAE.

Annexe

Tableau A1 Le secteur informel en chiffres (1-2-3, phase 2)

Indicateurs	Cotonou	Ouaga - dougou	Abidjan	Bamako	Dakar	Ensemble
Précarité des conditions du travail						
% UPI sans local	44	47,7	44	55,6	41,2	47,3
% UPI disposant d'eau	23,1	5,7	8,2	1,4	8,9	8,5
% UPI disposant d'électricité	33,9	12,3	29,9	7,6	21,4	22
% UPI disposant d'un téléphone	18,3	3,8	8	0,9	8	7,3
Organisation du travail						
Taux de salarisation (en %)	12	17	14,4	15,2	13,1	13,6
Taille moyenne des UPI	1,6	1,5	1,7	1,4	1,5	1,5
Combinaison du travail (%)						
Auto-emploi	72,1	72,1	68,2	80,7	77,1	73,6
Non salariale	19,2	14,6	19,8	9,5	14	16,4
Salariale	6	11,8	9,5	8,2	6,4	8
Mixte	2,6	1,6	2,5	1,5	2,5	2,1
Caractéristiques démographiques des actifs informels						
% des femmes	61,1	47,3	50,5	48,2	42,9	50,9
% jeunes de moins de 26 ans	38,8	39,1	39,8	30,6	33,5	36,7
Niveau moyen d'études (en année)	4,1	2,7	3,6	2,4	2,8	3,4
Ancienneté moyenne dans l'emploi (en année)	5,1	5,2	4,6	6,7	7,3	5,3
Revenus et horaires de travail						
Revenu mensuel moyen (en FCFA)	38 700	41 200	84 000	63 700	63 100	60 200
Revenu mensuel médian (en FCFA)	11 700	13 000	23 800	20 000	23 000	17 000
Horaire hebdo moyen (en heure)	48,3	55,6	43,7	42	48,9	
Revenu horaire moyen (en FCFA)	178	175	426	355	305	297
Capital						
% UPI sans capital	1,4	17,7	0,5	28,5	10,9	9,8
Montant moyen du capital (en 103 FCFA)	307	169	244	114	136	195
Investissement						
% UPI ayant investis	32,7	28,3	30,9	21,8	32,7	29,5
Montant moyen de l'investissement (en 10 3 FCFA)	135	128	141	182	7,3	120
Emprunt						
% UPI ayant emprunté	12,8	3,2	7,7	7,2	10,6	8,2
Montant moyen de l'emprunt (en 103 FCFA)	331	159	306	304	115	247
Poids économique						
Chiffres d'affaires (Milliards FCFA) Production (Milliards FCFA)	572	478	2 632	777	787	5 699
Valeur ajoutée (Milliards FCFA)	330	200	2 113	451	482	3 840
Performances économiques	174	127	1 251	301	335	2322
Productivité apparente du travail (1000 FCFA par employé)	38	43	97	64	65	66
Productivité horaire du travail (1000 FCFA par heure travaillée)	0,2	0,2	0,5	0,4	0,3	0,3
Productivité horaire du capital (1000 FCFA par heure travaillée)	2,7	5	8,4	11,3	8,9	6,7
Perspectives d'intégration des circuits officiels						
% UPI prêtes à se faire enregistrer	32	35,9	38,1	28,8	44,1	34,7
% UPI favorables au principe du guichet unique	60,3	46,5	48,9	30,1	53,7	45,2
Perspectives selon le chef d'UPI						
% UPI ayant un avenir selon l'avis du chef	81,4	74,4	88,6	82,7	83,5	83,1
% des chefs d'UPI désirant voir leurs enfants continuer	63,6	52,2	68,5	71,6	67,2	65,2

Source : Extrait de l'enquête 1-2-3